

DEMANDEURS D'EMPLOI

Les moins de 35 ans doivent justifier d'une formation

Les demandeurs d'emploi de moins de 35 ans devront, désormais, justifier d'une qualification pour prétendre à un poste d'emploi via l'Agence nationale de l'emploi (Anem).

M. Kebci - Alger (Le Soir) - L'Anem emboîte le pas à l'Ansej et à la Cnac en décidant d'exiger, désormais, une qualification à tout demandeur d'emploi de moins de 35 ans. C'est son directeur général qui en a fait part, hier mardi sur les ondes de la Chaîne III.

Pour Mohamed-Tahar Challal, il y a nécessité de «passer à l'obligation de formation», soutenant que les jeunes de moins de 35 ans seront systématiquement orientés vers la formation professionnelle pour l'apprentissage d'un métier». A l'appui de cette décision, le premier responsable de l'Anem a avancé le fait que 55% des demandeurs d'emploi sont sans formation et que, par

ailleurs, nombre de métiers demeurent «indésirables» chez une grande majorité de nos jeunes, illustrant son constat par la difficulté de «mettre la main sur un plombier ou encore un électricien», les jeunes sans qualification préférant majoritairement opter pour des «postes de gardiennage et d'agent de sécurité».

Autre option déjà mise en branle, celle-ci, sur instruction du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, par l'Anem, l'orientation désormais soutenue des Daip vers le secteur économique, à même de garantir, dans une grande proportion, la «pérennité de l'emploi», a contrario du secteur



Mohamed-Tahar Challal, directeur de l'Anem.

administratif où, le plus souvent, le jeune embauché est «remercié» au bout de deux ou trois ans de travail.

Par ailleurs, le directeur général de l'Anem a fait part d'une nette progression de l'offre d'emploi de la part des entreprises

économiques. C'est ainsi que Challal parle de 180 000 offres enregistrées de janvier à fin avril 2016, contre 145 000 offres enregistrées durant la même période de l'année dernière, soit une progression de 23%.

Des offres d'emploi où prédominent les services, le bâtiment et les travaux publics avec une «petite percée» pour le secteur de l'agriculture à la faveur, a-t-il expliqué, des dernières dispositions prises par le secteur, qui ont fait que des milliers d'agriculteurs ont régularisé leur situation et songent de plus en plus à employer.

Un secteur agricole dont les besoins pour les toutes prochaines années s'élèvent à près de 500 000 postes d'emploi.

M. K.

GRANDS PROJETS MARITIMES ET ROUTIERS

Signature de deux mémorandums entre Alger et Pékin

L'Algérie et la Chine, représentées par le ministre des Travaux publics et l'ambassadeur chinois à Alger, ont procédé à la signature, hier, de deux mémorandums d'entente entre des entreprises algériennes et des sociétés chinoises.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - L'un des accords a été conclu entre l'EPE Meditram et l'entreprise chinoise CHEC pour la constitution d'une société mixte de droit algérien spécialisée dans la réalisation des grands projets maritimes.

Le second accord a été signé entre l'EPE EVSM et l'entreprise chinoise CERCC pour la constitution d'une société mixte de droit algérien spécialisée dans la réalisation des grands projets routiers.

Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Ouali, a, à l'occasion, salué la participation active des entreprises chinoises dans le programme de développement économique initié par le chef de l'Etat. Il a rappelé que les relations historiques qui existent entre les deux pays et le rôle important du partenaire chinois dans la réalisation des projets structurants engagés dans le cadre du programme présidentiel ont été au préalable confortés par des visites de haut niveau effectuées par le Président Bouteflika en Chine en 2000, 2006 et en 2008 et celles des Présidents chinois en 1999 et en 2004.

Ces efforts d'échanges, a-t-il dit, ont été couronnés par la signature d'un partenariat stratégique de coopération entre Alger et Pékin, et concrétisé dans le cadre de la déclaration politique signée le 25 mai 2014 par les deux Présidents et par la mise en œuvre d'un plan quinquennal de coopération stratégique globale 2014-2018.

Le ministre a rappelé que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a été de 10 milliards de dollars en 2014 contre 6,9 milliards de dollars en 2011. Soit un accroissement de près de 47%. «C'est dans ce cadre que nous avons pu créer avec le partenaire chinois un climat de coopération basé sur une stratégie qu'elle soit commerciale ou dans le cadre du transfert de technologie et

aujourd'hui nous assistons à la mise en œuvre de cette association basée sur la règle 49/51», a indiqué Ouali.

De son côté, l'ambassadeur chinois a indiqué que la Chine a la conviction que l'Algérie est un pays qui possède un énorme potentiel de développement, c'est, souligne-t-il, le plus grand pays en Afrique géographiquement, qui représente aussi 40 millions d'habitants dont une main-d'œuvre de qualité. Il s'est félicité de ce partenariat tout en mettant en avant un lien de complémentarité entre Alger et Pékin.

Y. D.



Abdelkader Ouali, ministre des Travaux publics.

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE À TÉHÉRAN

L'Algérie compte sur l'expérience iranienne pour diversifier son économie

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalem Bouchouareb, a indiqué mardi à Téhéran (Iran) que l'Algérie souhaitait tirer profit du modèle économique iranien pour diversifier son économie nationale et s'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures.

L'Iran recèle d'importantes potentialités industrielles dont l'Algérie souhaiterait tirer profit dans le cadre de projets de partenariat bilatéral, a précisé M. Bouchouareb lors d'une visite à travers plusieurs usines à Téhéran.

Visitant une usine de montage de voitures et une autre de fabrication de turbines à gaz, le ministre a salué le niveau élevé atteint par l'Iran dans ce domaine malgré l'embargo international qu'il lui était imposé durant plusieurs années.

Grâce à son industrie, l'Iran a pu réduire sa dépendance aux hydrocarbures à 40%, les prévisions faisant état d'un taux de 25% en 2017, a-t-il ajouté, soulignant que l'Algérie

tâchera de tirer profit de l'expérience de ce pays pour s'affranchir de la dépendance aux hydrocarbures.

«Nous comptons aller de l'avant avec ce pays frère auquel nous sommes liés par des relations politiques et historiques profondes», a déclaré M. Bouchouareb.

S'adressant aux responsables des usines qu'il a visitées, le ministre les a invitées à «investir en Algérie» qui offre, a-t-il dit, de «grandes opportunités».

Aux usines de construction automobile «Saipa» et «Khodro», qui ont l'intention de créer deux usines de montage de véhicules en Algérie en partenariat avec des opérateurs économiques privés,



Abdessalem Bouchouareb.

M. Bouchouareb a pris connaissance des différentes étapes du processus de fabrication.

Les voitures de ces marques ont l'avantage d'être équipées de systèmes permettant de passer du carburant classique au gaz naturel comprimé (GNC), a-t-il précisé, soulignant que cela était en accord avec la stratégie nationale de généralisation de l'uti-

lisation du gaz naturel liquéfié (GNL) et du GNC.

Le ministre a en outre visité l'usine de fabrication de turbines à gaz «Mapna», quatrième du genre dans le monde, avec laquelle il a souhaité établir un partenariat.

Une délégation algérienne des ministères de l'Industrie et de l'Energie doit d'ailleurs se rendre en Iran pour examiner les moyens de concrétiser un tel partenariat, a-t-il indiqué.

Par ailleurs et en réponse à une question de l'APS sur la coopération pétrolière algéro-iranienne, notamment dans le contexte de la baisse des prix du brut sur les marchés mondiaux, M. Bouchouareb a estimé qu'avec le retour de l'Iran sur le marché pétrolier mondial, l'Algérie compte un «allié fort» pour renforcer sa place au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

APS